

Maître de l'Ouvrage :

CENTRE HOSPITALIER DE PERIGUEUX

80, avenue Georges Pompidou - CS 61205
24019 – PERIGUEUX CEDEX

Marché :

CHAMBRE MORTUAIRE – BATIMENT N°25

RENOVATION DU MONTE-CHARGE

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
Marché selon Procédure Adaptée
(Articles 26 & 28 du Code des Marchés Publics)

Maîtrise d'œuvre :

DIRECTION DES TRAVAUX ET DU PATRIMOINE

80, avenue Georges Pompidou
CS 61205

2409 PERIGUEUX CEDEX

Tél. 05.53.45.27.19 Fax : 05.53.45.27.22

E-mail : da.st@ch-perigueux.fr ou laurent.soumagnac@ch-perigueux.fr

Personne habilitée à donner les renseignements :

Monsieur le DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER

Comptable public assignataire des paiements :

MADAME L'INSPECTRICE DIVISIONNAIRE

Trésorerie de Périgueux – Etablissements hospitaliers
CS 81100 - Centre Hospitalier – 80, avenue Georges Pompidou
24019 – PERIGUEUX CEDEX

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
<u>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES :</u>	5
1.1 – Objet du marché – Emplacement des travaux – Domicile de l’entrepreneur	5
1.2 - Tranches et Natures des prestations -Variantes.....	6
1.3 - Travaux intéressant la Défense.....	6
1.4 - Contrôle des prix de revient	6
1.5 – Ordres de service	6
1.6 - Maîtrise d'oeuvre et Bureau de contrôle	6
<u>ARTICLE 2 – PROCEDURE DE REFERENCE</u>	6
<u>ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</u>	6
3.1 – Pièces particulières	6-7
3-2 – Pièces générales	7
3.3 – Observations sur les pièces remises par le Maître de l’Ouvrage	7
3.4 – Observations sur les pièces remises par l’entreprise	7
3.5 - Contrôle technique au sens de la loi du 4 Janvier 1997 sur la responsabilité et à l’assurance construction	7
3.6 – Compléments à apporter au C.C.T.P.....	7
3.7 – Mode de règlement du marché	8
<u>ARTICLE 4 – PRIX ET MODE D’EXECUTION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES</u>	8
4.1 – Répartition des paiements	8
4.2 – Tranches conditionnelles	8
4.3 – Contenu des prix – Mode d’évaluation des ouvrages et de règlement des comptes – Travaux en régie	8
4.3.1 – Etablissement des prix – Unité Monétaire	8-9-10
4.3.2 – Frais communs	10
4.3.3 – Modalités de règlement	10
4.3.3.1 – Les projets de décomptes	10
4.3.3.2 – Décomptes mensuels	10
4.3.3.3 – Décompte définitif	10
4.3.4 – Travaux modificatifs	11-12
4.3.5 – Travaux en régie	12
4.4 – Variation dans les prix	12
4.4.1 – Prix	12
4.4.2 – Mois d’établissement des prix (mois).....	12
4.4.3 - choix de l’index de référence	12
4.4.4 - Choix de la formule paramétrique de révision partielle	12
4.4.5 - Modalités de révision des prix	12

4.4.6 - Modalités d'actualisation des prix fermes mais actualisables	12
4.4.7 - Révision des frais de coordination	13
4.4.8 - Révision provisoire	13
4.4.9 - Application de la taxe à la valeur ajoutée	13
4.5 – Paiement des co-traitants et sous-traitants	13
4.5.1 – Désignation de sous-traitants en cours de marché	13
4.5.2 – Modalités de paiement direct	13
ARTICLE 5 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	13
5.1 – Délai d'exécution des travaux	13
5.2 – Prolongation du délai d'exécution pour intempéries	14
5.3 – Pénalités pour retard-Primes d'avance	14
5.3.1 – Pénalités pour retard dans l'exécution	14
5.3.1.1 – Pénalités pour retard dans la remise des projets de décompte	14
5.3.1.2 – Décomptes mensuels	14
5.3.1.3 – Décompte final	14
5.3.1.4 – Pénalités pour absence d'une entreprise à une convocation	14
5.3.1.5 – Pénalités pour non respect d'ordres ou injonction du Maître d'œuvre	14
5.3.1.6 – Autres pénalités	15
5.4 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	15
5.5 – Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	15
ARTICLE 6 – GARANTIES EXIGÉES DES TITULAIRES DES MARCHES	15
6.1 – Retenue de garantie	15
6.2 – Avance	16
6.3 – Avance sur matériels par dérogation à l'article 11-58 du C.C.A.G.	16
6.4 – Acomptes sur approvisionnement	16
ARTICLE 7 – PROVENANCE – QUALITE – CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	16
7.1 – Provenance des matériaux et produits	16
7.2 – Mise à la disposition de carrière	16
7.3 – Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	16
7.4 – Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage	19
ARTICLE 8 – IMPLANTATION DES OUVRAGES	16
8.1 – Panneau de chantier	16
8.2 – Palissade pour la protection des installations de chantier	17
8.3 – Signalisation	17

8.4 – Police de chantier	17
<u>ARTICLE 9 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</u>	17
9.1 – Période de préparation-programme d'exécution des travaux	17
9.1.1 – Période de préparation	17
9.1.2 – Mise au point du calendrier cadre d'exécution	17
9.1.3 – Coordination	18
9.1.4 – Plan de sécurité et d'hygiène	18
9.1.5 – Dépenses d'intérêt commun	18
9.1.5.1 – Raccords des dégâts après repliement des installations de chantier	18
9.2 – Plans d'exécution – Note de calculs – Etudes de détails	18
9.2.1 – Documents fournis par l'entrepreneur	18-19
9.3 – Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	19
9.3.1 - Proportion d'ouvriers étrangers	19
9.3.2 - Proportion d'ouvriers handicapés d'aptitude physique restreinte	19
9.4 – Organisation de chantier	19
9.4.1 – Connaissance des lieux	19-20
9.4.2 – Accès au chantier	20
9.4.3 – Stockage de matériels et de matériaux	20
9.4.4 – Exécution des travaux	20-21
9.4.5 – Rendez-vous de chantier, Cahier de chantier – compte-rendu de chantier	21
<u>ARTICLE 10 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX</u>	21
10.1 – Réception	21
10.1.1 – Demande de réception	21
10.1.2 – Opérations préalables à la réception	21
10.2 – Délais de garantie	22
10.3 – Assurances	22
10.3.1 – Responsabilité civile	22
10.3.2 – Police individuelle de base	22
10.3.3 – Qualification professionnelle	23
10.4 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	23
10.5 – Mise à la disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	23
10.6 – Document à fournir après exécution	23
<u>ARTICLE 11 – RESILIATION DU MARCHE OU MISE EN REGIE</u>	24
<u>ARTICLE 12 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX</u>	24

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU MARCHÉ – EMPLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Les Stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent :

LA REFECTION, LA RENOVATION ET LA MISE AUX NORMES DU MONTE-CHARGE DE LA CHAMBRE MORTUAIRE BATIMENT N° 25

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement, du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement portées à la Mairie de PERIGUEUX jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 – TRANCHES ET NATURES DES PRESTATIONS – VARIANTES :

Les prestations visées à l'article 1.1 constituent :

- **1 TRANCHE unique et ferme répartie en 1 lot.**

Décomposition par lot :

- **Lot n°01 : ASCENSEURS**

L'entreprise devra justifier sa compétence pour l'exécution des travaux, en joignant à leur demande d'agrément tous documents justificatifs utiles et nécessaires. (Attestations de qualification et classification, attestation d'assurance en garantie décennale précisant très clairement les limites de leurs garanties, etc...)

1.3 – TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE :

Sans objet

1.4 – CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet.

1.5 – ORDRE DE SERVICE

Par dérogation à l'article 2 et 30 du C.C.A.G. Travaux, il est précisé :

- Sont signés par le Maître de l'Ouvrage, les ordres de service prescrivant des modifications ou toutes interventions susceptibles d'entraîner une modification, soit en plus ou en moins, du montant du marché, prolongation du délai contractuel ou toutes modifications apportées aux dispositions contractuelles.
- sont signés par les Maîtres d'œuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux qui n'auront aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant du marché.

1.6 – MAITRISE D'ŒUVRE :

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

DIRECTION DES TRAVAUX ET DU PATRIMOINE

81, avenue Georges Pompidou – 24019 – PERIGUEUX CEDEX
Tél. 05.53.45.27.26 Fax. 05.53.15.27.22. E-mail : laurent.soumagnac@ch-perigueux.fr

La mission O.P.C. Ordonnancement et pilotage de chantier est assurée par :

DIRECTION DES TRAVAUX ET DU PATRIMOINE DU CENTRE HOSPITALIER

81, avenue Georges Pompidou – 24019 - PERIGUEUX
Tél. 05.53.45.27.19 Fax 05.53.45.27.22 E-mail : laurent.soumagnac@ch-perigueux.fr

BUREAU DE CONTROLE

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE SUDEUROPE SAS Boulevard de Saltgourde – 24430 MARSAC SUR L'ISLE

La Coordination en matière de sécurité et protection de la sante est assurée par :

QUALICONSULT Route de Bergerac – 24660 – COULOUNIEUX CHAMIER

ARTICLE 2 – PROCEDURE DE REFERENCE

Le présent marché est conclu suivant la **PROCEDURE ADAPTEE** conformément aux dispositions des articles 26 & 28 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces désignées ci-après et qui constituent le marché prévalent les unes contre les autres, dans l'ordre suivant, en cas de contradiction entre elles.

3.1 – PIECES PARTICULIERES

- 1 – **Acte d'Engagement (A.E.)** auxquels sont annexés les documents suivants :
- 2 – **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**
- 3 – **Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**
- 4 – **Plans** : Sans objet
- 5 – **Rapport annuel de l'organisme de contrôle**

- **Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)** applicable aux marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat tel qu'il est défini par le décret n°80 689 du 2 Septembre 1980.
- **Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G. Travaux)** applicable aux marchés publics de travaux passés par les collectivités locales et leurs établissements publics, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix approuvés par décret 76.87 du 21 Janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.
- **Cahier des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. – D.T.U.)** énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministre de l'Economie des Finances et de la privatisation relative aux Cahiers des Clauses Administratives spéciales des marchés publics de travaux et bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de cette circulaire, mis à jour au décret susvisé.
- **Les avis techniques du C.S.T.B.** et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages, ou matériaux donnant lieu à de tels avis.

3.2 – PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix. Leur respect sera la règle et les entrepreneurs ne pourront s'en écarter ou y déroger sans l'accord express et écrit du conducteur d'opération.

3.3 – OBSERVATIONS SUR LES PIECES REMISES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

L'Acte d'Engagement sera remis en un exemplaire unique suivant modèle joint au présent D.C.E. Le marché négocié sera appliqué en cas d'appels d'offres infructueux et de dévolution par ce mode de procédure (art. 34 et 35 du Code des Marchés Publics).

3.4 – OBSERVATIONS SUR LES PIECES REMISES PAR L'ENTREPRENEUR

L'Acte d'Engagement visé ci-dessus sera daté, paraphé et signé.

3.5 – CONTROLE TECHNIQUE AU SENS DE LA LOI DU 4 JANVIER 1997 SUR LA RESPONSABILITE ET A L'ASSURANCE CONSTRUCTION.

Se reporter au 1.6.

3.6 – COMPLEMENTS A APPORTER AU C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

3.7 – MODE DE REGLEMENT DU MARCHE

Le délai maximum de paiement est fixé à **50 jours** à compter de la réception de la facture, conformément à l'article 98 du Code des Marchés Publics (décret n° 2002-232 du 21 février 2002).

En cas de dépassement du délai global de paiement, les intérêts moratoires sont calculés au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé de courir, augmenté de deux points.

ARTICLE 4 – PRIX ET MODE D'EXECUTION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

4.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS

Sans objet.

4.2 – TRANCHES CONDITIONNELLES

Sans objet.

4.3 – CONTENU DES PRIX – MODE D'EXECUTION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES – TRAVAUX EN REGIE.

4.3.1 – Etablissement des prix – Unité Monétaire

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante :

▣ **EURO**

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. et toutes taxes comprises. Le taux de T.V.A. est fixé à **19.6%**.

Chaque forfait est réputé comprendre tous les travaux nécessaires à la complète exécution des prestations, qu'ils soient ou non décrits dans les pièces contractuelles.

Il est formellement convenu que par l'expression « Prix forfaitaire » les deux parties désignent un prix qui s'entend pour l'exécution selon les règles de l'art et

la bonne construction sans restriction ni réserve d'aucune sorte de tous les travaux correspondants à exécuter pour la réalisation des prestations prévues.

L'entrepreneur soumissionnaire reconnaît avoir étudié et vérifié sous sa propre initiative et parfaitement connaître tous les documents contractuels énumérés concernant l'exécution des travaux ou pouvant l'influencer.

Pour les travaux faisant l'objet de prix forfaitaires, l'Entrepreneur a obligation d'exécuter tous les travaux nécessaires à la perfection des ouvrages, conformément aux stipulations des documents contractuels, aux règles de l'art et aux règlements en vigueur.

Il est donc formellement entendu que, quelles que soient les erreurs que pourraient contenir les pièces contractuelles, les imprécisions ou omissions qui auraient pu lui échapper, l'entrepreneur sera toujours tenu, moyennant les prix forfaitaires, de mener jusqu'à son complet achèvement l'œuvre, en tenant compte au surplus des dispositions édictées par les diverses lois, arrêtés ou décrets.

a) en tenant compte des sujétions d'exécution suivantes :

- Le transport à pied d'œuvre des matériaux et fournitures emballées, leur dépôt et reprise pour répartition et utilisation.
- Le matériel nécessaire à l'exécution des ouvrages.
- Les frais d'études, de tracé et d'implantation de schémas, calculs, dessins d'exécution, etc...
- Le nettoyage du site en cours et en fin des travaux.
- Les frais d'assurance.
- L'établissement de notes, fiches, schémas, plan d'exécution.
- La conservation et l'entretien des matériaux des ouvrages et installations jusqu'à la date d'effet de la réception.
- Mise en place des dispositifs garantissant la sécurité des personnes.

b) En considérant que les intempéries ne peuvent avoir une influence sur le déroulement des travaux.

c) L'entrepreneur est par ailleurs réputé :

- avoir pris connaissance complète et entière des ouvrages existants, des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers ainsi que de tous éléments en relation avec l'exécution des travaux.

- Avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc...
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du conducteur d'opération et auprès de tous services compétents.
- Les prix comprennent toutes les dépenses, aléas relatifs à la bonne exécution des travaux ainsi que tous les frais de dossiers nécessaires à la constitution du marché.

d) Fourniture d'électricité et d'eau

- Le Centre Hospitalier assurera gratuitement les fournitures d'électricité et d'eau.

e) Gravos de provenance incertaine

- Au cas où des gravos seraient laissés sur le chantier, Le Maître de l'Ouvrage les fera enlever par une entreprise spécialisée de son choix et le montant de la facture en sera déduit du mémoire de l'entrepreneur.

4.3.2 - Frais communs

Sans objet.

4.3.3 – Modalités de règlement

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglées :

- aux prix forfaitaires établis en EUROS dont le libellé est donné dans la décomposition forfaitaire – article 3.1 pour les situations de travaux, mémoires et décomptes définitifs.

4.3.3.1 – Les projets de décomptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément au modèle fourni par le conducteur d'opération après la passation des marchés.

Les règlements des comptes du marché se feront suivant les situations mensuelles d'avancement de travaux établies en pourcentage sur les forfaits partiels de la décomposition forfaitaire visée à l'article 2-1.

4.3.3.2 – Décomptes mensuels

Les acomptes seront délivrés sur situations mensuelles établies par l'entreprise et présentées au conducteur d'opération. Les décomptes mensuels sont toujours cumulatifs. Ils seront établis en fonction des prix unitaires figurant à l'estimatif de l'entreprise ou en pourcentage du montant total de chaque ouvrage figurant à l'estimatif précité.

Ces situations seront à fournir en **4** exemplaires.

4.3.3.3 – Décompte définitif

Les mémoires définitifs seront également établis par l'entreprise en **4 exemplaires**. Ces mémoires reprendront le montant forfaitaire de la proposition, puis ensuite le détail de travaux non réalisés ou supplémentaires par rapport au forfait et suivant les indications de l'article suivant.

Ce projet de décompte comprend par chapitre distinct :

- A) – Le décompte des travaux forfaitaires (arrêté au montant du marché initial approuvé par le Maître de l'Ouvrage et diminué, le cas échéant, des travaux non exécutés).
- B) – Le décompte des travaux supplémentaires justifiés par avenant (le cas échéant)
- C) – La récapitulation des différents décomptes avec mention « Certifié sincère et véritable » au montant en toutes lettres, date et signature.

Ces pièces sont établies sur papier à en-tête de l'entreprise en ce qui concerne la page de garde.

Le projet de décompte final est remis en **4** exemplaires au conducteur d'opération dans le délai de quarante cinq jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

4.3.4 – Travaux modificatifs.

En application des articles 14-15-16-17 du C.C.A.G. et 118 du Code des Marchés Publics, les travaux supplémentaires ordonnés par le Maître de l'Ouvrage modifiant l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnées dans la décomposition du prix global forfaitaire, la modification correspondante de ce prix est calculée en application aux quantités ordonnées en plus ou en moins des prix unitaires de la décomposition.

Lorsque les travaux ne concordent pas avec les ouvrages portés sur la décomposition forfaitaire, ils sont réglés par assimilation aux prix unitaires de cette dernière.

Si cette assimilation se révèle impossible, ou entraîne des divergences avec l'entreprise, les travaux en cause sont décomptés sur mémoire spécial établi à la série **BATIPRIX 2012.**

Pour les modifications en plus ou moins des limites forfaitaires fixées au devis descriptif et documents graphiques, l'entreprise doit faire reconnaître par le conducteur d'opération, sous sa responsabilité, en temps utile, et avant qu'ils ne soient cachés, les travaux et fournitures dont les qualités et quantités ne peuvent être constatés ultérieurement.

Ces constats sont matérialisés par des attachements écrits ou figurés établis par l'entreprise individuelle à ses frais, en double exemplaire et présentés au conducteur d'opération en temps opportun de manière à permettre leur examen régulier.

Ils déterminent et régissent tous les faits matériels utiles aux règlements mais ils ne peuvent établir pour l'entreprise aucun droit contraire aux conditions de son marché ni aux prescriptions de l'ordre de service d'exécution.

Tous les travaux qui ne peuvent être reconnus par défaut de production d'attachements en temps utile sont réglés forfaitairement par le Maître de l'Ouvrage.

Dans le cas où la vérification est absolument indispensable, ou dans le cas où l'entreprise individuelle réfute le règlement forfaitaire, la démolition et les raccords nécessaires pour effectuer le contrôle des ouvrages cachés sont à la charge de l'entreprise désignée.

Il est rappelé que l'entreprise ne peut modifier la masses des travaux en plus ou en moins que sur ordre de service signé par le Maître de l'Ouvrage.

4.3.5 – Travaux en régie

Sans objet.

4.4 – VARIATION DANS LES PRIX

4.4.1 – Prix

Les prix du Marché sont **fermes et actualisables** ;

4.4.2 – Mois d'établissement des prix (mois zéro)

Mois d'établissement des prix du marché : Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de dépôt des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ». Les offres sont réputées valables 90 jours (Règlement de la Consultation – article 3-7)

« mois zéro » = **JUILLET 2012**

4.4.3 – Choix de l'index de référence

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des travaux faisant l'objet de chaque corps d'état sont les index nationaux bâtiment B.T., à savoir :

Lot n°01 = ASCENSEUR BT 48

4.4.4 – Choix de la formule paramétrique de révision :

La formule paramétrique de révision sera :

$$\mathbf{Pr = Po (0.15 + 0.85 BTn /BTo)}$$

dans laquelle :

Pr = prix révisé

Po = prix initial du marché

BTn = valeur de l'indice BT du mois de réalisation

BTo = valeur de l'indice BT du mois zéro

4.4.5 – Modalités d'actualisation des prix fermes mais actualisables.

Sans objet

4.4.6 – Révision des frais de coordination

Sans objet.

4.4.7 – Révision provisoire

Sans objet.

4.4.8 – Application de la taxe à la valeur ajoutée.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants.

4.5 – PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS

4.5.1 – Désignation de sous-traitants en cours de marché.

L'entrepreneur a la possibilité de désigner des sous-traitants en cours de marché.

4.5.2 – Modalités de paiement direct.

Conformément à la réglementation, les sous-traitants et les conditions de paiement doivent être acceptés par le Maître de l'Ouvrage.

Les sous-traitants seront toujours payés directement suivant les conditions indiquées dans « l'Acte Spécial ».

ARTICLE 5 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

5.1 – DELAJ D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution des travaux y compris le repliement des installations de chantier la remise en état des lieux est fixée à **4 mois** consécutifs .

A titre indicatif, les travaux débiteront :

Au mois de : **SEPTEMBRE 2012**

Ce délai comprend :

Période de préparation : 15 jours.

5.2 – PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION POUR INTEMPERIES.

Sans objet.

5.3 – PENALITES – PRIMES D'AVANCE.

5.3.1 – Pénalités pour retard dans l'exécution.

Au cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais fixés à l'article 5.1 du présent C.C.A.P. et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, sur la simple confrontation de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution et de la date de réception et en dérogation à l'article 20-1 du C.C.A.G., il sera appliqué une pénalité de **300 EUROS** par jour de retard sur le montant T.T.C. ou une pénalité égale à la dépense engendrée par la fermeture du site si cette dépense est supérieure à **300 euros** par jour.

5.3.2 – Pénalités pour absence d'une entreprise à une convocation :

Il est précisé qu'en tout état de cause, l'entreprise titulaire du marché, étant seule responsable de la bonne exécution des travaux :

. Une pénalité forfaitaire de **80 EUROS** sera appliquée automatiquement sur le règlement mensuel de l'entreprise, lorsqu'elle sera absente à une convocation de l'O.P.C. ou du Maître de l'Ouvrage.

5.3.3 – Pénalités pour non respect d'ordres ou injonction du Maître d'œuvre :

Une pénalité forfaitaire de **80 EUROS** sera appliquée sur le règlement mensuel de l'entreprise individuelle lorsqu'il ne sera pas répondu dans les délais fixés à un ordre ou une injonction écrits du conducteur d'opération lors des rendez-vous de chantier ou visite de chantier.

5.3.4 – Autres pénalités :

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entreprise individuelle doit procéder, à ses frais, au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le Maître de l'Ouvrage. Elle se conformera pour ce dégagement, ce nettoyage et cette remise en état aux délais fixés par ordre de service, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

En cas de retard et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable par l'O.P.C., il sera appliqué, à partir du terme du délai fixé par l'ordre de service, une pénalité identique à celle de l'article 5.3.1.

5.4 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le délai global visé en 5.1 comprenant le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

5.5 – DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.

Pas de stipulations particulières pour la remise des documents, voir article 10-6 du C.C.A.P.

En ce qui concerne les pénalités, voir article 5-3 du C.C.A.P.

ARTICLE 6 – GARANTIES EXIGÉES DES TITULAIRES DES MARCHES

6.1 – RETENUE DE GARANTIE

En application de l'article 101 du Code des Marchés Publics, une retenue de garantie d'un montant de 5 %, augmentée le cas échéant des avenants, sera appliquée.

La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande (article 102 du Code des Marchés Publics), ou si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle ou solidaire.

La retenue de garantie est restituée ou la garantie à première demande qui la remplace est libérée pour autant que le titulaire du marché a rempli ses obligations, à la suite d'une main levée délivrée par l'administration contractante, dans le délai d'un mois suivant l'expiration du délai de garantie (Article 103 du Code des Marchés Publics).

6.2 – AVANCE

Une avance sera versée aux entrepreneurs selon les modalités prévues par l'article 87 du Code des Marchés.

Dans tous les cas, le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Dans ce cas, il devra en avertir le Centre Hospitalier de Périgueux par courrier.

6.3 – AVANCE SUR MATERIELS

Aucune avance sur matériels de chantier ne sera versée aux entrepreneurs.

6.4 – ACOMPTES SUR APPROVISIONNEMENTS

Sans objet.

ARTICLE 7 – PROVENANCE – QUALITE – CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

7.1– PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

7.2 – MISE A DISPOSITION DE CARRIERE OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

7.3 – CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES MATERIAUX ET PRODUITS.

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.P. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

7.4 – PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Sans objet.

ARTICLE 8 – IMPLANTATION DES OUVRAGES.

8.1 – PANNEAU DE CHANTIER

Sans objet.

8.2 – PALISSADE POUR LA PROTECTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER.

Une clôture de protection de la zone de stockage et installation de chantier sera mise en place (voir C.C.T.P. et P.G.C.)

8.3 – SIGNALISATION

Sans objet

8.4 – POLICE DE CHANTIER

Un procès verbal contradictoire de l'état des lieux, chaussées et espaces verts, sera établi sous l'autorité du conducteur d'opération avant tout début des travaux.

Le stationnement des véhicules de l'entreprise n'est autorisée que pour les livraisons des matériaux et leur seule durée.

Les horaires de travail de l'entreprise seront notifiés par le Maître de l'Ouvrage.

ARTICLE 9 – PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

9.1 – PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

9.1.1 – Période de préparation

En application de l'article 28-1 du C.C.A.G. et 5.1 du présent C.C.A.P., la période de préparation est fixée à 15 jours.

Les obligations à satisfaire par l'entrepreneur pendant la période de préparation ne faisant pas obstacle à l'exécution de certains travaux, il est précisé que le délai relatif à ladite période de préparation ne modifie pas le délai d'exécution lequel prend effet à la date de notification du marché.

Durant cette période, l'entrepreneur met au point les détails techniques concernant l'exécution de ses travaux, et les soumet à l'approbation du conducteur d'opération en application de l'article 29 du C.C.A.G.

9.1.2 – Mise au point du calendrier cadre d'exécution

Le cadre du calendrier d'exécution visé en 5.1 du présent C.C.A.P. est mis au point dès les premiers jours de la période de préparation par l'entrepreneur pour être établi en calendrier définitif.

Ce dernier tient compte du délai global fixé à l'article 5.1.

Y seront mentionnées : les dates de préparation et de commande des matériaux et matériels.

Il précise les dates d'intervention du corps d'état et leur durée dans le délai global.

Ce document une fois établi est approuvé par l'entreprise.

Le calendrier définitif d'exécution est tenu à jour durant l'exécution des travaux, mais le délai global ne peut être modifié.

9.1.3 – Coordination

La coordination sera assurée par :

DIRECTION DES TRAVAUX ET DU PATRIMOINE DU CENTRE HOSPITALIER

Les entreprises devront s'entendre sur ce qu'elles ont de commun pour la bonne et rapide exécution des travaux.

Il ne devra pas y avoir de temps mort dans la marche du chantier, les entreprises devront obligatoirement surveiller l'état d'avancement afin d'intervenir en temps voulu.

Les entreprises ne respectant pas cette clause seraient tenues pour responsables du retard éventuel apporté aux délais fixés à l'article 4 et risqueraient d'encourir les pénalités mentionnées au même article.

9.1.4 – Plan particulier de Sécurité et de Prévention

Le plan particulier de sécurité et de prévention sera remis au Maître d'œuvre.

9.1.5 – Dépenses d'intérêt commun

9.1.5.1 – Raccords des dégâts après repliement des installations de chantier

L'entrepreneur devra toutes les réservations nécessaires à l'exécution de ses travaux ainsi que les raccords.

Dans le cas de dégâts occasionnés par des responsables ne pouvant être identifiés, l'entrepreneur devra la réfection des ouvrages en cause et le montant des frais sera réparti au compte prorata à la diligence de l'O.P.C.

9.2 – PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS –

9.2.1 – Documents fournis par l'entrepreneur

L'entrepreneur établit d'après les pièces contractuelles les documents nécessaires à la réalisation d'ouvrages tels que plans d'exécution, notes de calculs.

L'entrepreneur fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit établir, vérifier et compléter les calculs de stabilité, de résistance et de déperditions.

S'il reconnaît une erreur dans les documents de base fournis dans le D.C.E., il doit le signaler immédiatement par écrit à l'O.P.C.

Les plans d'exécution sont cotés avec le plus grand soin et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques figurant au marché, les formes des ouvrages, la nature des parements, les formes des pièces dans tous leurs éléments et assemblages, les armatures et leurs dispositions. Les plans et notes de calculs, études de détails et autres documents établis par les soins de l'entrepreneur sont soumis à l'approbation de l'O.P.C., celui-ci pouvant demander également la présentation des avants mètres.

L'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation de l'O.P.C. sur les documents nécessaires à cette exécution. Ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un sur calque.

9.3 – MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

9.3.1 – Proportion d'ouvriers étrangers.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

9.3.2 – Proportion d'handicapés

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte, rémunérés au dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (DIX POUR CENT) et le minimum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (DIX POUR CENT).

9.4 – ORGANISATION DU CHANTIER

9.4.1 – Connaissance des lieux.

Connaissance de tous les lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, vérification préalable.

L'entrepreneur est réputé avant la remise de son offre :

- . Après avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des bâtiments existants et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- . Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- . Après avoir procédé à la visite détaillée du site et avoir parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux aux accès et aux abords, à l'état de conservation des bâtiments, nature des supports et à l'exécution des travaux à pieds d'œuvre ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement de décharges publiques ou privées, etc...).
- . Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres, notamment celles connues par les plans, les dessins d'exécution et le C.C.T.P., s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès de l'Architecte.

9.4.2 – Accès au chantier

Voir C.C.T.P.

9.4.3 – Stockage de matériels et de matériaux

Les dépôts sont autorisés aux risques et périls de l'entrepreneur sur le chantier sous réserve qu'ils ne constituent pas une gêne au bon déroulement des travaux.

9.4.4 – Exécution des travaux

L'entrepreneur doit commencer les travaux à la date prescrite par l'ordre de service qui lui est donné.

Il apportera dans leur réalisation la plus grande diligence et suivra pour leur échelonnement et leur exécution, dans le délai prescrit, la marche qui lui est indiquée par le Conducteur d'opération.

Il est tenu :

- d'une part, de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- d'autre part, d'avoir toujours tous matériels d'approvisionnements, outillage, engins et moyens de toute sorte suffisants, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Il ne peut détourner pour un autre service sans autorisation écrite de l'O.P.C., aucun ouvrier ni aucune partie des matériaux approvisionnés.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence de l'exécution des travaux, le Maître de l'Ouvrage peut sur proposition de l'O.P.C. mettre en demeure l'entrepreneur.

- D'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier ou dans son atelier ou usine.
- D'affecter au chantier le matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

9.4.5 – Rendez-vous de chantier – Cahier de chantier – compte-rendu de chantier

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par l'O.P.C., il peut déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article, des dommages en résultant.

Il est tenu sur le chantier un Cahier de chantier sur lequel sont enregistrés les procès-verbaux des rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite de la présence de l'entrepreneur. Sont inscrites également, toutes observations ou instructions ne faisant pas l'objet de notifications écrites par une voie différente.

Les instructions portées par l'O.P.C. sur le compte-rendu de chantier valent ordres pour l'entrepreneur, toute suite devant y être donnée à la diligence du Chef de chantier.

ARTICLE 10 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

10.1 – RECEPTION

10.1.1 – Demande de réception

En application de l'article 41 du C.C.A.G., la réception a lieu en deux fois, à la diligence du Maître d'œuvre qui par écrit, avise le Maître de l'Ouvrage, de la date à laquelle il envisage que les travaux ont été ou seront achevés.

Dans un délai maximum de vingt jours, à dater de l'avis ci-dessus, ou la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure, le Maître d'œuvre procède, en présence des entreprises dûment convoquées aux opérations préalables à la réception des ouvrages (le Maître d'Ouvrage pourra assister aux opérations préalables)

10.1.2 – Les opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés,
- La constatation éventuelle de l'inexécution ou de prestations prévues au marché,
- La constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons,
- Les épreuves éventuellement prévues par le C.C.A.P.
- La constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état de terrains et des lieux,
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

10.2 – DELAIS DE GARANTIE

Suivant l'article 44-1 du C.C.A.G. le délai de garantie est fixé à un an à compter de la date de réception (article 1792.6 du Code Civil).

Pendant le délai de garantie, l'entreprise est tenue à « l'obligation de parfait achèvement ».

10.3 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à dater de la notification du marché, l'entrepreneur et ses sous-traitants doivent justifier, en application de l'article 4-3 du C.C.A.G. qu'ils sont titulaires de polices d'assurances garantissant les risques visés par la loi n°78-12 du 4 Janvier 78 (J.O. du 5 Janvier 1978)

10.3.1 – Responsabilité civile

Une police d'assurance individuelle de responsabilité civile de chef d'entreprise couvrant les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature, corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, soit par le personnel salarié en activité de travail ou par le matériel d'entreprise ou d'exploitation, soit du fait des travaux, soit encore de droit commun (article 1382 et suivant du Code Civil).

10.3.2 – Police individuelle de base

L'entrepreneur doit également justifier qu'il est titulaire d'une police dite « individuelle de base » de la Fédération Nationale du Bâtiment en état de validité couvrant la réparation des dommages résultant d'un écroulement total ou partiel des ouvrages en cours de travaux, ou des désordres engageant sa responsabilité biennale et décennale, telles que définies par les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil (Loi du 3 Janvier 1977 et n°78.12 susvisés). Cette police doit comporter un plafond de garantie par sinistre correspondant à la catégorie à laquelle appartient l'entrepreneur dans la classification de l'O.P.Q.C.B. à moins que ce dernier n'ait opté pour une police de classe supérieure. Dans le cas où le plafond de garantie est inférieur au montant du marché de l'entrepreneur, ce dernier doit souscrire un avenant pour porter le plafond de garantie au maximum fixé pour chaque type de police.

A défaut d'une individuelle de base accompagnée du certificat de qualification O.P.Q.C.B. correspondant, l'entrepreneur devra justifier d'une police « Décennale Entrepreneur » par une attestation précisant le plafond assuré par sinistre et la nature des activités de garantie.

10.3.3 – Qualification professionnelle

L'entrepreneur déclare et affirme, sous peine de résiliation de plein droit de son marché ou de sa mise en régie à ses torts exclusifs, qu'il est, lui même et le personnel de la Société qu'il représente, parfaitement qualifié et spécialisé pour l'exécution des travaux faisant l'objet de son marché.

De ce fait, l'entrepreneur doit joindre à son acte d'engagement la copie conforme du certificat valable pour l'année en cours attestant la qualification (O.P.Q.C.B.) de la Société pour laquelle il intervient.

Pour les travaux sous-traités, il doit fournir à l'appui de l'agrément du ou des sous-traitants leur certificat de qualification professionnelle.

Il doit garantir le Maître d'Ouvrage contre tous recours au cas où leur responsabilité est engagée du fait de l'inobservation, par lui, de l'une quelconque de ces obligations.

10.4 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS ET DE FIN DE TRAVAUX

Les vérifications par l'Organisme de contrôle choisi par le Centre Hospitalier auront lieu en cours et en fin de chantier.

Les frais de ces vérifications par l'organisme de contrôle seront à la charge du Centre Hospitalier et ne seront donc pas à prévoir dans l'offre.

10.5 – MISE A LA DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.

Sans objet.

10.6 – DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

L'entrepreneur remet au Maître d'œuvre sur support informatique

▪ **Au plus tard lorsqu'il demande la réception :**

- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et aux recommandations des normes françaises en vigueur.

▪ **Dans les 2 mois suivant la réception :**

- Les plans et autres documents conformes à l'exécution.

ARTICLE 11 – RESILIATION DU MARCHE OU MISE EN REGIE

Le Marché pourra être résilié ou mis en régie, conformément aux dispositions des articles 46 et 49 du C.C.A.G.

ARTICLE 12 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportés aux articles suivant du C.C.A.G.

ARTICLES DU C.C.A.G. Auxquels il est dérogé	ARTICLES DU C.C.A.P. Qui déroge au C.C.A.G.
2-51	1-5
20-1	5-3-1
11-5	6-3
28-1	9-1-1
41-1	10-1-1

ARTICLE 13 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le Tribunal Administratif de Bordeaux, 9 rue Taslet, B.P. 947, 33063 BORDEAUX est seul compétent.

Périgueux, le

A....., le.....

L'Entrepreneur

Le Maître de l'Ouvrage

Mention Manuscrite

signature,

P. MÉDÉE.